

Résultats de l'enquête

Les besoins et attentes en matière de santé environnementale dans les territoires de Bourgogne-Franche-Comté

Organisée par :

Coordonnée, dans le cadre
du portail eSET, par :

Contexte du questionnaire

- Objet : recueillir les besoins et attentes des collectivités de la région qui veulent mener des projets en santé environnementale (communes, EPCI, PETR, syndicats...)
- Cibles : élus, agents des collectivités locales (techniciens, chargés de mission, animateurs...)
- Piloté par la Région BFC, l'ADEME BFC, la DREAL BFC et l'ARS BFC ; coordonné par Alterre (dans le cadre du projet eSET)
- Planning de réalisation : avril 2022 - juin 2022

Un questionnaire en quatre parties

- Les enjeux en SE dans les territoires
- Les projets liés à la SE dans les territoires
- L'appel à projet « Développer des projets favorables à la santé environnementale dans les territoires »
- Les financements des projets santé environnement

- Le formulaire d'enquête est disponible si vous souhaitez consulter les questions qui ont été posées précisément

Résultats :

l'essentiel ... (1/2)

- enjeux en SE globalement perçus - intérêt pour travailler sur ce domaine, malgré les difficultés rencontrées (mobilisation, freins pour passer à l'action)
- envie de mettre en œuvre des actions, mais avec un accompagnement financier
- diffusion de l'information sur les AAP à renforcer pour toucher plus de territoires
- levier de l'AAP pas suffisant pour qu'un territoire se lance

Résultats :

l'essentiel ... (2/2)

Ce qui déciderait un territoire à monter un projet en SE :

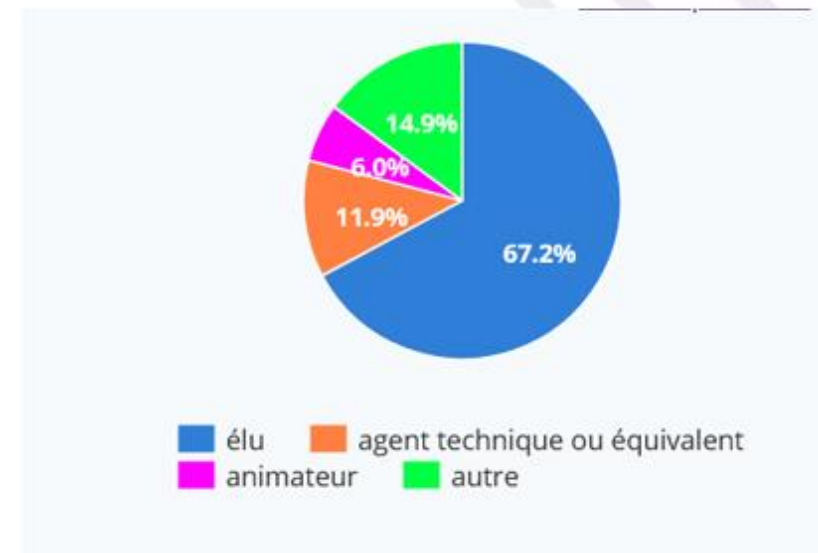
- comportements/positionnements des acteurs du territoire
- volonté des élus et acceptation de la population
- accompagnement plus grand sur le projet, de la part des acteurs, institutions et de l'Etat
- montée en compétences des élus et des habitants sur le sujet
- mise à disposition d'outils, de retours d'expérience et de ressources

Résultats en détail sur :

les répondants...

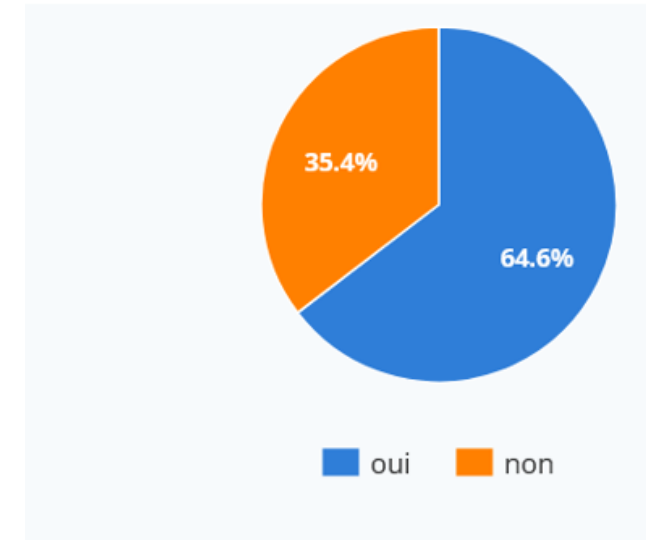
- 68 réponses enregistrées
- des élus en majorité (67 %)
- des communes (71 %)
- principalement en Côte-d'Or (28 %), dans le Doubs (28%), et en Saône-et-Loire (21 %). Mais tous les départements ont été touchés
- lancés majoritairement dans un contrat de relance et de transition écologique ou un PCAET ou un contrat local de santé

Votre fonction



Résultats en détail sur : les enjeux en SE dans les territoires (1/2)

- **des nuisances ou des gênes liées à l'environnement** identifiées pour 65 % des répondants
- la majorité de ces nuisances concerne :
 - la pollution des milieux : air, eau, sols par les activités anthropiques
 - la présence d'espèces envahissantes ou nuisibles
 - les atteintes aux milieux naturels
 - les conditions de déplacement
 - les nuisances sonores, en particulier liées à la circulation des véhicules, et celles dues aux industries
- Autres nuisances assez évoquées : qualité et état sanitaire des logements, accès à une alimentation de qualité, exposition aux perturbateurs endocriniens, conséquences du changement climatique (ilots de chaleur, sécheresse, chaleur excessive)
- Le manque d'information ou la méconnaissance de la réglementation des codes la santé publique et de l'environnement ont également été soulignés



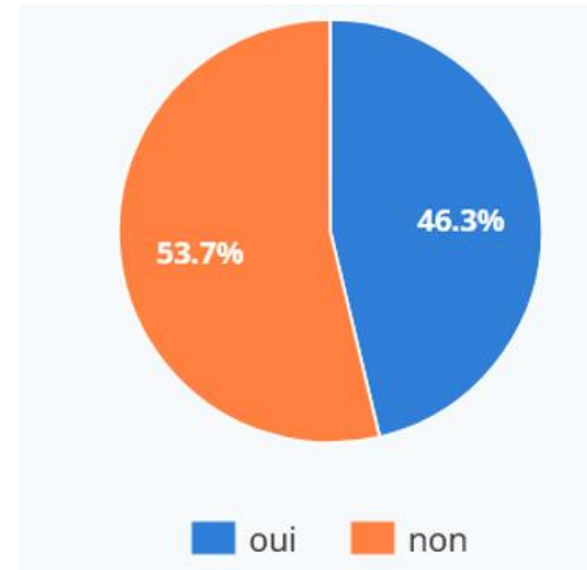
Résultats en détail sur :

les enjeux en SE dans les territoires (2/2)

- **Un environnement favorable à la santé se caractérise par** un environnement préservé de pollutions ou de nuisances, une alimentation de qualité, qui favorise les activités physiques. Mais aussi : la présence de nature/espaces verts, des déplacements tournés vers la mobilité douce, l'accès à des services de soins.
- **Les priorités à traiter en matière de SE dans les territoires :**
 - l'accès à une alimentation saine locale et durable
 - l'eau : préservation de la ressource, qualité, sécurisation de l'approvisionnement
 - les pollutions de l'eau et l'air ; les sources de pollutions, en particulier liées aux traitements agricoles
 - le développement des mobilités actives
 - l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie
- On retrouve aussi la qualité de l'air extérieur et intérieur, l'accès à une offre de soins de proximité, la sensibilisation et l'accompagnement sur les enjeux, en particulier les élus.

Résultats en détail sur : les projets liés à la SE dans les territoires (1/4)

- 46 % des répondants ont déjà mené des actions en SE ; donc la majorité n'a jamais mené d'actions en ce sens.
- La majorité des actions menées portent sur :
 - la qualité de l'air intérieur (radon, CO₂)
 - les perturbateurs endocriniens
 - la sensibilisation aux maladies vectorielles
 - la promotion d'une alimentation de qualité
- Viennent ensuite lutte contre l'ambrosie, amélioration de l'habitat, mobilité/transport, énergies dans les bâtiments communaux, sensibilisation à la biodiversité et protection des paysages



Résultats en détail sur : les projets liés à la SE dans les territoires (2/4)

- Ceux qui ont mené des projets : près de 60 % ont éprouvé des difficultés
 - principalement sur les moyens financiers et la mobilisation des publics et des élus
 - mais aussi des difficultés techniques ou administratives, les moyens humains, le manque de connaissances, le partenariat
- Ceux qui n'ont pas mené de projet : raisons évoquées :
 - manque de moyens financiers, humains et partenaires
 - difficulté à identifier des opportunités
 - défaut d'ingénierie et de pilotage en interne

Résultats en détail sur : les projets liés à la SE dans les territoires (3/4)

Aujourd'hui

- Près de 80 % des répondants sont intéressés pour mener des actions en SE
- Sur toutes les approches proposées :
avec toutefois une forte mobilisation pour les projets liés à l'alimentation (72 %), la mobilité (61 %), la biodiversité (59 %) et l'isolation thermique des bâtiments (63 %)

approches	%
protéger la petite enfance	38%
favoriser une alimentation de qualité	72%
favoriser des mobilités douces	61%
développer un UFS	39%
réfléchir à un aménagement favorable à la santé	41%
s'adapter au CC	39%
préserver la biodiversité	59%
renforcer l'isolation thermique des bâtiments	63%
améliorer la QAI ou QAE	39%
autre	9%

Résultats en détail sur : les projets liés à la SE dans les territoires (4/4)

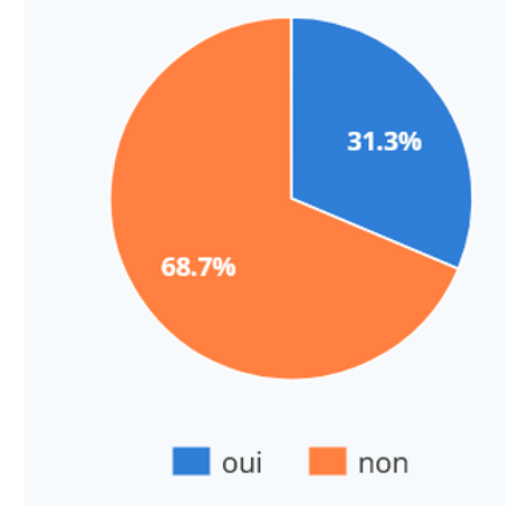
Aujourd'hui

- Leurs besoins pour monter un projet :
 - Pour la grande majorité des répondants : un accompagnement financier
 - accompagnement pour mobiliser les acteurs du territoire et trouver des partenaires
 - être formés sur les enjeux SE
 - avoir à disposition des données scientifiques, des ressources pédagogiques, des outils de sensibilisation, un réseau d'experts sur la thématique et du partage d'expérience
 - Sont également citées les ressources humaines, l'aide à l'ingénierie, l'aide technique et administrative ainsi que l'aide à la formalisation d'un diagnostic et d'un projet.

Résultats en détail sur :

l'appel à projet « Développer des projets favorables à la santé environnementale dans les territoires »

- 69 % des répondants n'ont pas connaissance de cet AAP
- Canal de diffusion pour ceux qui l'ont reçu :
 - essentiellement par les structures qui portent l'AAP
 - information transférée par un collègue ou autre
 - depuis le portail eSET pour 4 répondants



Tous les canaux de diffusion sont utiles à la diffusion de l'information, et sans doute à fortifier

- Réponses à l'AAP
 - 1/3 des personnes qui en ont eu connaissance ont répondu
 - Pour ceux qui n'ont pas répondu : raisons évoquées : pas de projet relatif à l'objet de l'AAP, problématiques de compétence ou d'ingénierie, thématique non prioritaire sur le territoire

Résultats en détail sur : les financements des projets santé environnement

- 80 % des répondants estiment que le levier des AAP n'est pas suffisant pour qu'un territoire se lance dans un projet
- Cinq grandes catégories de leviers évoquées :
 - la coopération et la fédération des acteurs sur le territoire
 - compréhension des enjeux par les élus et la population
 - une volonté politique forte et une acceptation par la population locale
 - un accompagnement sur les projets : depuis l'émergence du projet jusqu'à sa réalisation. Cet accompagnement se traduirait en aide financière, en ingénierie, en soutien technique. Une implication de l'administration et de l'Etat a été proposée.
 - la mise à disposition de données, de personnes ressources, d'outils et de retours d'expérience

Les pilotes souhaitent remercier tous les contributeurs qui ont répondu à l'enquête

Contact sur les résultats :

Valérie Trivier, Alterre v.trivier@alterrebfc.org